

**COMMUNAUTE DE COMMUNES  
SPELUNCA-LIAMONE**

Nombre de conseillers	
- en exercice	50
- présents	5
- pouvoirs	0
- abstentions	0
- votants	5
- pour	5
- contre	0
-	

**OBJET : APPROBATION DE LA TARIFICATION DE LA TAXE DE SEJOUR APPLICABLE  
A COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2025**

L'an deux mil vingt-quatre, le vingt-sept juin,  
Le conseil communautaire de la communauté de communes Spelunca-Liamone étant  
assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale,  
sous la présidence de Monsieur COLONNA François,

**Etaient présents :**

**Vico :** COLONNA François, FONDEVILLE Jean-Pierre, CIANELLI Louis, ZANNIER Mario,  
KALPAKIS Pierre

**Avaient donné pouvoir :**

**Etaient absents :**

**Ambiegna :** MARCHI Jean-Michel  
**Arbori :** CHIAPELLA Paul  
**Arro :** ANGELINI Christian  
**Azzana :** LECA Thierry  
**Balogna :** GRISONI Dominique  
**Calcatoggio :** CHIAPPINI Charles, DONZELLA Daniel, CAMPINCHI Jean-Laurent  
**Cannelle :** MATTEI Marie-Dominique  
**Cargèse :** GARIDACCI François, FRIMIGACCI Lucie, ALESSANDRI Jérôme, POGGI  
 Dominique, PERONI FRIMIGACCI Emmanuelle, ALESSANDRI Stéphanie, PAOLI Jean-Paul  
**Casaglione :** ALFONSI Ours-Pierre, ROSSINI Valérie  
**Coggia :** COGGIA François, COGGIA Jean-Dominique, AMPART Jean-Claude  
**Cristinacce :** VERSINI Antoine  
**Evisa :** GIANNI Jean-Jacques  
**Guagno :** COLONNA Paul  
**Letia :** CHIAPPINI Angèle  
**Lopigna :** NEBBIA Alain  
**Marignana :** CECCALDI Mathieu  
**Murzo :** PAOLI François  
**Orto :** RUTILY Nicolas  
**Osani :** ALFONSI François  
**Ota :** DE PIANELLI Pierre-Paul, GAUDENS Xavier  
**Partinello :** CARDI Christian  
**Pastricciola :** LECA Stéphane  
**Piana :** CASTELLANI Pascaline, ORSINI Ange-Marie  
**Poggiolo :** PINELLI Jean-Laurent  
**Renno :** LUCIANI Xavier  
**Rezza :** POMPONI Paul-François  
**Rosazia :** POLI Ange-Xavier

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-200067049-20240627-2024-015-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/07/2024

**Salice** : GIORDANI Jean-Pierre  
**Sant'Andréa d'Orcino** : LECA Réjane  
**Sari d'Orcino** : PINELLI Michel  
**Serriera** : LECA Barthélémy  
**Soccia** : BARTOLI Jean-François

Le Président rappelle que lors de la séance prévue le 21 juin 2024, le quorum n'a pas été atteint. Le Conseil communautaire de nouveau convoqué à ce jour peut valablement délibérer sans condition de quorum.

Il a été procédé, conformément à l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du conseil communautaire. Monsieur FONDEVILLE Jean-Pierre, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été nommé pour remplir cette fonction qu'il a acceptée.

**Vu** la délibération n°2018-038 instaurant la taxe de séjour au réel sur l'ensemble du territoire applicable à toutes les catégories d'hébergements,

**Vu** l'article L2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, article n°123

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2333-26 et suivants et R.2333.43 et suivants,

**Vu** le code du tourisme et notamment ses articles L.422-3 et suivants,

**Vu** la loi n°2014-1654 du 29 décembre 2014 de finances pour 2015,

**Vu** le décret n°2015-970 du 31 juillet 2015 relatif à la taxe de séjour et à la taxe de séjour forfaitaire,

**Vu** la délibération n°18/318 AC de l'Assemblée de Corse portant adoption de la taxe additionnelle à la taxe de séjour sur l'ensemble du territoire insulaire

Le Président dépose sur la table le projet de tarification de la taxe de séjour prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Le conseil communautaire :

Après en avoir délibéré,

**Décide** de maintenir la taxe de séjour au réel sur l'ensemble des communes de son territoire intercommunal pour les hébergements suivants :

- 1° Les palaces ;
- 2° Les hôtels de tourisme ;
- 3° Les résidences de tourisme ;
- 4° Les meublés de tourisme ;
- 5° Les villages de vacances ;
- 6° Les chambres d'hôtes ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-200067049-20240627-2024-015-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/07/2024

7° Les emplacements dans les aires de camping-cars et les parcs de stationnement touristiques ;

8° Les terrains de camping, les terrains de caravanage ainsi que tout autre terrain d'hébergement de plein air ;

9° Les ports de plaisance.

**Décide** de percevoir la taxe de séjour sur toute l'année soit du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre inclus ;

**Fixe** les tarifs à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à :

Catégories d'hébergement	Tarifs votés par la Communauté de Communes	Taxe additionnelle (Collectivité de Corse)	Tarifs applicables en 2025
Palaces	3.18 €	0.32 €	3.50 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	3.00 €	0.30€	3.30 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	2.30 €	0.23 €	2.53 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	1.50 €	0.15€	1.65 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0.90 €	0.09 €	0.99 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes	0.80 €	0.08 €	0.88 €
Auberges collectives Gîtes d'étape	0.80€	0.08€	0.88€
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0.60 €	0.06 €	0.66 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0.20€	0.02 €	0.22 €
Hébergements	Taux appliqué*		
Tout hébergement en attente de classement ou sans classement à l'exception des hébergements de plein air	5%	0.50 %	5.50 %

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-200067049-20240627-2024-015-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/07/2024

*\* le taux adopté s'applique par personne et par nuitée dans la limite du tarif le plus élevé voté par la collectivité ou du tarif plafond applicable aux hôtels de tourisme 4 étoiles.*

**Décide** d'appliquer les exonérations définies par le législateur, à savoir :

- Les moins de 18 ans
- Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la commune
- Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire

**Fixe** le loyer journalier minimum à partir duquel les personnes occupant les locaux sont assujetties à la taxe de séjour à 1 €

**Décide** de maintenir la période de déclaration et la période de versement de la taxe de séjour mensuelle à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025, selon le calendrier suivant :

Période de déclaration	Période de versement
Déclaration mensuelle au cours du mois suivant, avant le 10 du mois suivant	Versement mensuel au cours du mois suivant, au plus tard le 20 du mois suivant

**Rappelle** que tout hébergeur touristique a l'obligation, au visa de l'article R. 2333-51 du Code général des collectivités territoriales, de tenir un état comprenant la date de perception de la taxe de séjour, l'adresse du logement, le nombre de personnes ayant logé, le nombre de nuitées constatées, le montant de la taxe de séjour perçue et, le cas échéant, les motifs d'exonération de la taxe de séjour.

**Rappelle** que la collectivité dispose d'un site dédié permettant aux hébergeurs de tenir l'état susvisé.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.

Certifiée exécutoire par Monsieur COLONNA François, président, compte tenu de sa transmission en préfecture.

*Nota* : le Président certifie que la convocation légale du conseil communautaire avait été faite le 21 juin 2024.

Cette délibération peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Bastia à compter de sa notification. Pour les personnes morales de droit privé, le Tribunal Administratif pourra être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Le président**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-200067049-20240627-2024-015-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 09/07/2024

